

# NEWS

# SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Bi-mensuel

Date: le 30 septembre

Editeur responsable: Jerzy Milewski

No: 54



LECH WALESZA a remis, le 31 août, aux journalistes étrangers un résumé (en 16 pages) du rapport en 500 pages sur la Pologne, rédigé par un groupe d'experts de "Solidarność". Annoncé et discuté depuis longtemps, le rapport intitulé La Pologne: cinq ans après août offre un aperçu des cinq années écoulées, présente les moyens de s'attaquer aux maux frappant la société polonaise, définit le rôle de "Solidarność" face à ces problèmes et veut susciter de larges discussions sur les thèmes soulevés. Les auteurs du Rapport admettent qu'un projet concret pour résoudre les problèmes de la Pologne ne peut-être élaboré actuellement.

Dans son introduction, Lech Walesa indique qu'il s'est adressé à un large groupe de spécialistes indépendants pour préparer ce rapport sur la situation de la société polonaise, son avenir et ses possibilités. Toute solution réelle repose, ajoute-t-il, sur l'unité des travailleurs et des intellectuels. Les principes de base du Rapport restent ceux de la République Autogérée adoptés à la 1ère Convention Nationale du syndicat: le droit des citoyens à participer à la vie politique, l'autogestion ouvrière et la volonté de redonner au travail sa dimension humaine.

Suivant ces indications, le groupe d'experts s'est mis au travail en avril. Parce que le Rapport n'a pas été sanctionné par les autorités de la Pologne, les noms des auteurs n'y figurent pas pour raisons de sécurité. Les domaines couverts par le rapport sont vastes, répartis en cinq sections et 17 chapitres. Le Rapport s'ouvre sur une étude précise de la législation et ses récentes modifications, il traite plus loin de la crise économique, des conditions de vie et de travail, de l'éducation, de la science et de la culture.

Dans leur conclusion, les auteurs insistent sur la totale perte de confiance de la population envers le système de gouvernement. Une modification complète du processus de décision économique, sociale et politique est nécessaire pour que les autorités retrouvent au moins un minimum de crédibilité. Les demandes répétées d'un arrêt de la militarisation en Pologne, de libération des prisonniers politiques et de retour aux Accords de Gdansk ne sont pas les revendications d'une poignée d'hooligans anti-socialistes mais bien les impératifs essentiels du développement futur de la Pologne.

Rapport n'est pas la panacée apportant une solution à tous les problèmes que certains, à l'Ouest surtout, attendaient peut-être mais bien l'analyse, précise jusque dans les détails, des effets de la politique menée depuis la violation des Accords de Gdansk. En cela, ce Rapport répond pleinement à l'attente de ses lecteurs polonais.

\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*

UNE CENTAINE DE DIRIGEANTS, militants et sympathisants de NSZZ "Solidarność" ont signé la lettre qui suit en faveur du boycott national des élections à la Diète au mois d'octobre. La lettre fut publiée par le journal indépendant 'Wezwanie', le 10 septembre.

Nous, soussignés, déclarons publiquement que nous ne participerons pas aux élections législatives de cet automne. Nous adressons en outre, un appel à tous ceux qui tiennent à coeur les idéaux de "Solidarność", à tous ceux pour lesquels une vie selon la vérité constitue un valeur personnelle et morale, de refuser de participer à cette farce électorale.

Que chacun d'entre nous qui est convaincu du bien-fondé de ce refus, persuade également ses amis capables de se libérer de la peur humiliante et de l'hypocrisie.

La Pologne anno 1985, est un état qui connaît une profonde crise économique, des problèmes sociaux et politiques laissés sans solution, une misère qui va

en s'approfondissant, c'est un état de prisonniers de conscience, d'arbitraire policier, de lois qui limitent les libertés civiques élémentaires et étouffent le mouvement syndical, la culture et la science.

Dans un tel état, on propose aux citoyens des élections législatives. Le pouvoir élit les députés et nous devons y souscrire. Le but de cette farce est de perpétuer l'état de choses, de persuader la société et l'opinion politique internationale que la situation en Pologne s'est stabilisée, que ses problèmes ont été résolus et que ses citoyens se sont réconciliés avec le pouvoir. C'est donc une nouvelle tentative de nous attirer dans un jeu d'apparences.

Libérons-nous donc de notre propre impuissance et protestons dans la dignité et avec courage; que les bureaux de vote vides freinent le processus de démocratisation progressive, de dégradation sociale, économique et culturelle. Le boycott des élections doit signifier un refus général du mensonge, de la violence, de l'emprisonnement politique, de la loi d'except-

4° P. 12007

tion - indigne de sociétés civilisées, des privations continues des droits.

Souviens-toi qu'en votant tu deviens - que tu le veuilles ou non - corresponsable du drame de la nation polonaise, symbolisé par la mort en martyr du Père Popieluszko. En votant, tu légitimes et tu donnes ton accord à la dictature du parti et de l'état, fondée sur la violence, tu souscris à la limitatin cynique des droits civiques inaliénables.

Une telle attitude n'est pas digne de notre nation, de son histoire, des générations passées qui ont lutté et fait des sacrifices pour la Pologne et pour la liberté de chaque homme.

Et rappelons, en suivant Jean-Paul II, que: "la liberté n'est pas un don, c'est aussi une tâche".

**TADEUSZ JEDYNAK**, président de la commission régionale de NSZZ "Solidarnosc" de la région Silésie-Dabrowa et son représentant à la TKK, a été arrêté le 17 juin 1985. Il a été inculpé de "haute trahison" et est passible, suivant l'article 122, de dix ans de prison à la peine de mort. L'enquête a été confiée au parquet militaire. Le texte que nous publions date de quelques jours avant son arrestation.

I. Au début de l'année 1983, la situation en Silésie et dans le bassin minier semblait désespérée. La résistance héroïque des mineurs de 'Wujek', 'Piast', 'Ziemowit' et d'autres mines et entreprises de la région était presque tombée dans l'oubli. Les gens avaient peur à cause de la répression massive, le nombre des émigrants ne cessait d'augmenter, la plupart des cellules syndicales étaient désorganisées. En dépit de tout cela, nous avons décidé d'agir et avons créé une commission exécutive pour la région. Les débuts ont été très difficiles, et je m'en suis rendu compte avec acuité le jour où j'ai décidé de plonger dans la clandestinité. On manquait de planques, de boîtes aux lettres et surtout d'hommes. Deux ans se sont écoulés depuis. La situation reste difficile mais je ne regrette pas ma décision.

II. Nous avons, à l'instar d'autres régions, des organes syndicaux, des délégations dans les villes, des cellules dans les entreprises et des commissions interentreprises dans presque toutes les agglomérations de Silésie et du bassin minier. Il existe un groupe régional d'assistance caritative qui s'occupe de tous les persécutés.

Nous collaborons étroitement avec d'autres régions. Nous avons notre presse syndicale (plus de dix titres).

Nous avons établi des liens avec le Réseau des entreprises de pointe de par l'aciérie Katowice et la mine 'Wujek'.

Nous avons réactivé la commission nationale de coordination de l'industrie minière (elle couvre l'ensemble du pays et collabore avec la Commission régionale de coordination).

Radio "Solidarnosc" ne se manifeste pas uniquement

sur les ondes mais également dans la rue, aux moyens de hauts-parleurs.

Le conseil chargé du programme au sein de la commission régionale a élaboré une douzaine de rapports pertinents sur les problèmes propres à la Silésie et au bassin minier et il a publié des projets de programmes d'action.

La culture autonome progresse; de nombreuses manifestations culturelles, des cycles de conférences, etc, ont été organisés.

Une maison d'édition silésienne est sur le point de naître.

Un groupe s'occupe d'une maison de production de cassettes et d'un cinéma de "Solidarnosc" en vidéo-cassettes.

Une commission de contrôle a été mise sur pied. Elle contrôle de près les dépenses de la commission régionale et publie régulièrement des comptes rendus financiers dans la presse syndicale.

L'activité de la commission régionale a mis un terme à l'émigration massive des syndicalistes de notre région. L'extension et la rapidité de l'information ont, elles, entraîné une certaine amélioration du traitement que la police réserve aux internés.

III. Les projets en cours:

Une commission d'enseignement autonome qui regroupera principalement des enseignants. Des services de santé autonomes.

La TKK ayant signé un accord de collaboration avec la CFDT, la région se prépare à nouer des contacts directs avec les syndicalistes français.

Nous consacrons beaucoup d'efforts à la réactivation des commissions d'entreprises. Nous estimons que les personnes persécutées devraient être prises en charge principalement par les commissions de leur entreprise.

La commission régionale a décidé de soutenir les initiatives autogestionnaires authentiques dans la région et de s'y joindre.

Nous participerons activement à la campagne nationale abstentionniste avant les élections législatives. Dans ce domaine, nous avons une certaine expérience puisque nous avons largement participé à une campagne analogue avant les élections aux conseils nationaux. Nous envisageons de procéder à une analyse complète des problèmes de la Silésie, notamment ceux de l'industrie du charbon et ceux de l'environnement qui est menacé.

Nous envisageons également de participer à la campagne anti-alcoolique.

La situation politique en Silésie a toujours été complexe. La commission régionale reconnaît aux différentes organisations politiques et sociales le droit d'avoir leur opinion sur l'avenir de la Pologne et a l'intention de collaborer avec elles lorsqu'il s'agira de problèmes majeurs. Si nous voulons représenter une force réelle, nous devons lutter ensemble pour nos droits syndicaux et civiques. Eclatée pendant des années, la Silésie ne cesse de consolider son unité (...).

Je ne crois pas avoir gâché mes deux dernières années, même si j'ai été privé de ce qui est primor-

dial en temps normal, à savoir une maison et une famille. Nous, Polonais, sommes obligés de conquérir de haute lutte ce droit à une vie normale.

**PRES AVOIR** arrêté Tadeusz Jedynek, la police a essayé de le pousser à déclarer à la télévision que l'action clandestine n'a aucun sens et à inciter tous les clandestins à abandonner. S'il obtempérait, on lui promettait la libération dans les quarante-huit heures. Une équipe de policiers a amené son épouse pour qu'elle fasse pression sur lui. Jedynek se montrant inflexible, ils l'ont éconduite sans même qu'ils se voient.

**ARRESTATIONS RECENTES**

A Lublin:

- Krystyna et Juliusz Zawadzki ont été arrêtés le 11 avril dans le logement de Stanislaw Snieg, un enseignant retraité. Lieutenant Mazurkiewicz et quelques autres agents de la sécurité ont frappé le couple parce qu'il refusait de se soumettre à un interrogatoire. Lors du tabassage, Mme Zawadzka était enceinte; par la suite, son mari a fait une hémorragie interne.

A Varsovie:

- Mirosława Grabowska-Szawiel a été libéré le 18 septembre suite à 3 mois de détention préventive à la prison de Rakowiecka. Sa libération s'est effectuée suite aux protestations organisées par des regroupements de femmes et de syndicats en Occident, et tout particulièrement en Italie. Professeur de sociologie à l'Université de Varsovie, Grabowska fut arrêtée le 16 juin avec deux autres personnes, tous accusés de collaboration avec la revue indépendante "Krytyka". Mère d'un jeune enfant, on appris qu'elle était enceinte lors de son arrestation. Hospitalisée pour tuberculose sévère en 1974, elle a subi une rechute alors qu'elle était en isolement. On ne lui a pas permis de voir ni sa famille, ni ses amis, ni son avocat. Grabowska a été mise en liberté provisoire mais l'enquête se poursuit.

A Wroclaw:

- Barbara Czaplicka, Tomasz Gabis et Krzysztof Bakowski, rédacteurs de la revue indépendante, "CDN-Kolibor", ont été jugés par un tribunal de district le 16-18 juillet. Arrêté au début du mois de mai, Bakowski fut amené au procès en menottes, les deux autres prévenus sous caution personnelle. Les prévenus ont été accusés d'avoir enfreint la loi de presse en "publiant et distribuant sans autorisation". Bakowski écopa de 9 mois de prison, Gabis fut condamné à 9 mois de prison avec sursis de 3 ans et amende de 20 mille zlotys et Czaplicka à 9 mois de prison avec sursis de 3 ans. Leurs sentences devaient être publiées dans la presse officielle. Les articles publiés dans le "CDN-Kolibor" étaient signés par les auteurs-mêmes, contrairement aux autres publications indépendantes où les auteurs signent leurs articles avec des pseudonymes.

- Anastazja Konieczna, soudeur au chantier de Wroclaw, fut détenue le 30 juillet. Des agents de la sécurité ont perquisitionné son logement sans autorisation avant de l'arrêter. Elle a été mise en détention provisoire pour 3 mois. Konieczna avait été interné lors de l'état de guerre et ensuite condamné à prison. Elle fut amnistiée en juillet 1983 mais harcelée sans cesse depuis par les agents de la sécurité. Konieczna fut élue récemment représentante des travailleurs au Conseil autogestionnaire de son entreprise.

- Des agents de la sécurité se sont introduits dans le logement de Hanna Lukowska-Karniej le 8 août. Les agents ont perquisitionné son logement en présence de ses 3 jeunes enfants - Lukowska ne s'y trouvait pas. Les agents lui ont laissé une citation la convoquant de se présenter au bureau des affaires internes de la voïvodie. Lukowska fut détenue à plusieurs reprises lors de l'état de guerre, emprisonnée au début de 1984 pour ensuite être amnistiée.

- Des agents de la sécurité ont perquisitionné le logement de Barbara Sarapuk le 8 août au matin. Ne la trouvant pas chez elle, ils ont soumi sa mère, qui est agée et malade, à un interrogatoire concernant les activités de sa fille.

- Selon la publication indépendante "BIS" en Basse Silésie, 20 personnes de Wroclaw ont été arrêtées au mois de juillet et au début juillet.

**UN RECENT RAPPORT** de la Société Chimique Polonaise décrit la situation alarmante de l'environnement en Pologne. En 1983, selon ce rapport, la Pologne se place en première position pour la pollution atmosphérique. Cet honneur douteux est dû à la consommation élevée de charbon dans l'industrie énergétique sans filtrage des résidus, au développement d'industries énergétivores, à la multiplication des véhicules automobiles sans filtrage des échappements, à l'utilisation croissante de produits chimiques dans l'agriculture. Sur les 1.066 usines répertoriées comme rejetant des substances nuisibles, seule la moitié respecte les limites maximales d'émission de déchets, alors que 304 dépassent les quotas fixés par la réglementation. 20% des industries les plus dangereusement polluantes n'emploient ni même ne consultent de spécialistes de l'environnement tandis que la moitié des entreprises confient ces problèmes à des non-spécialistes.

Les transports sont la deuxième source de pollution atmosphérique. Le volume des échappements automobiles est disproportionnellement élevé en comparaison avec le nombre de véhicules en circulation. Les véhicules polonais consomment environ deux fois plus d'huile que la moyenne mondiale. De plus, la Pologne compte proportionnellement le plus de fumeurs au monde.

La hausse de la production de métaux lourds, d'éléments radioactifs, d'engrais phosphorés et de substances toxiques comme les stabilisateurs et les

colorants augmentent les risques d'empoisonnement alimentaire. Ces substances entraînent des maladies non-contagieuses, des problèmes circulatoires, le cancer, des troubles psychiques et des allergies. Les pollutions de l'eau, alimentaire et atmosphérique influent également directement sur la chute de l'espérance de vie.

Le rapport cite le taux moyen de concentration de plomb, cadmium, mercure et d'autres polluants dangereux dans les légumes et les produits laitiers. Par exemple, la concentration maximale de plomb contenue dans des légumes cultivés dans des zones d'industries métallurgiques atteint 230 milligrammes, alors que le taux maximal autorisé est de 3 milligrammes.

SOURCES: 'Bis' no. 91; 'CDN' no. 123; Pol-Pressé no. 48; 'Tygodnik Mazowsze' no. 138; Uncensored Poland News Bulletin no. 18/85.